

L'écologie est-elle rationnelle ?

par

[Bernard Perret](#)

<https://esprit.presse.fr/article/bernard-perret/l-ecologie-est-elle-rationnelle-42614>

MARS 2020

La rationalité écologique est irréductible à la rationalité économique. Il faut donc rompre avec cette dernière pour imaginer une société d'après la croissance.

Fin novembre 2019, on a vu Bruno Lemaire s'inquiéter de l'explosion des achats de grosses cylindrées et Brune Poirson partir en guerre contre le *Black Friday*. C'est sans doute la première fois que des ministres s'en prennent directement à des comportements emblématiques de la société de consommation. Habituellement, c'est plutôt la frilosité des consommateurs qui inquiète Bercy. On a là un indice probant de l'inquiétude qui gagne les sphères dirigeantes face au constat d'une accélération de la crise climatique et du retard pris par la France sur la feuille de route qu'elle s'est elle-même fixée. Ces changements d'attitude sont encourageants, mais font-ils sens au regard de la politique économique ? Il faudrait pouvoir expliquer aux Français que la critique du consumérisme participe d'une nouvelle conception du développement économique et social et du « bien-vivre ». Oser se placer à cette hauteur serait d'autant plus justifié que la crise des Gilets jaunes a mis au jour un symptôme majeur de l'épuisement de notre modèle économique : le poids croissant des dépenses contraintes et de la monétarisation subie. Quand les besoins perçus augmentent structurellement plus vite que les moyens de les satisfaire, il y a lieu de s'interroger sur les vertus de la croissance. Prendre ce problème au sérieux devrait logiquement conduire à des politiques de réduction des besoins monétaires, à rebours de tout ce que l'on a fait depuis des décennies^[1]. Ce serait faire un pas dans la voie de l'après-croissance. Il faudrait alors envisager toutes les conséquences sociales et politiques d'une stagnation de la consommation marchande (en termes d'emploi, de financement des dépenses publiques, etc.). Ne nous leurrions donc pas : imaginer une autre cohérence économique et sociale et la transformer en projet politique viable n'a rien d'évident et, à vrai dire, on ne voit pas qui en serait capable aujourd'hui.

La crise climatique est dans toutes les têtes et la certitude gagne que l'humanité s'achemine vers de grandes ruptures, mais la plupart des responsables politiques continuent de traiter l'écologie comme un problème soluble dans les raisonnements économiques habituels. Leur présupposé implicite est qu'il est possible de « découpler » la croissance et les émissions de gaz à effet de serre. Or, au vu d'indicateurs que n'importe qui peut consulter, il y a tout lieu d'en douter. L'« intensité carbone » de l'économie française diminue certes régulièrement depuis 1990, mais à un rythme beaucoup trop lent (inférieur à 1,5 % par an) pour espérer diviser par quatre nos émissions à l'horizon 2050 et *a fortiori* pour attendre la « neutralité carbone ». Sauf à prouver que ce chiffre peut être multiplié par au moins trois ou quatre grâce au progrès technique^[2] et à un programme d'investissements massifs, l'idée même de croissance soutenable est une chimère. Il est d'ailleurs significatif que le mot « découplage » ne soit jamais prononcé dans le débat public : face à un ministre, les journalistes préfèrent poser des questions sur la place du nucléaire ou l'insuffisance des moyens consacrés à la transition énergétique, mais, quelle que soit l'importance de ces sujets, c'est encore prendre le problème par le petit bout de la lorgnette. La question préalable, c'est de savoir quel modèle de développement serait compatible avec les engagements climatiques de la France.

L'idée même de croissance soutenable est une chimère.

Et les économistes dans tout ça ? Le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'ont généralement pas grand-chose à dire sur ce genre de sujets. L'idée que des changements de mode de vie seront nécessaires émerge pourtant ici ou là, mais cela va rarement jusqu'à une remise en cause du modèle de croissance, et encore moins du *cadre de rationalité* dans lequel les agents économiques prennent leurs décisions. Or ce cadre est structurellement lié aux idées et aux valeurs véhiculées par la science économique. La pensée économique dominante, celle qui imprègne les raisonnements des décideurs publics, des entreprises et des consommateurs quand ils s'efforcent d'agir rationnellement, reste tributaire d'un méta-objectif d'accroissement indéfini des échanges monétaires. Le cœur de ce « logiciel », au sens très exact du mot, c'est l'idée même de valeur économique, de métrique universelle permettant d'évaluer et de comparer tout ce qui mérite d'être pris en compte au titre de la richesse et du bien-être.

Deux Prix Nobel face au changement climatique

Ce cadre de pensée est de plus en plus inadapté à la situation où se trouve l'humanité. La théorie économique a prouvé son utilité dans une économie de marché en expansion. Elle contribue à rendre plus performant le pilotage du système en incitant les décideurs à le faire fonctionner en cohérence avec sa logique interne et en renforçant la croyance commune dans son caractère rationnel, favorisant ainsi l'alignement des comportements sur la loi du marché. Mais tout change lorsque le bien-être et la survie de l'humanité dépendent crucialement de biens hétérogènes, non substituables, non échangeables ni appropriables, parfois non productibles ni renouvelables. Ces biens sont, d'une part, les biens collectifs à caractère social tels que la santé publique, la sécurité sous toutes ses formes, la cohésion sociale et la qualité du cadre de vie et, d'autre part, tout ce qui participe de l'intégrité et de l'hospitalité de notre niche écologique. Les contributions de deux récents Prix Nobel^[3] d'économie illustrent parfaitement l'inadéquation de la pensée économique à ce nouveau contexte.

William Nordhaus a reçu ce prix en 2018 (avec Paul Romer) pour ses travaux sur l'intégration du réchauffement climatique dans une modélisation de la croissance économique. Alain Grandjean résume ainsi l'opinion de nombreux spécialistes du climat sur les travaux de Nordhaus : « *Lorsque les générations futures regarderont en arrière pour comprendre pourquoi l'espèce humaine a tant tardé à agir contre le réchauffement climatique, le modèle économique DICE de Nordhaus (Dynamic Integrated Model of Climate and the Economy) sera considéré comme l'un des principaux suspects*^[4]. » Pour comprendre la sévérité de ce jugement, on pourrait se contenter de rappeler que les calculs de Nordhaus aboutissent au résultat aberrant qu'il existerait un niveau de réchauffement « optimal » correspondant à l'arbitrage le plus rationnel entre les efforts financiers à consentir pour limiter les émissions et les pertes de bien-être causées par le changement climatique, chiffré par le modèle à + 3,5 degrés. Or cela n'a aucun sens au regard de l'immensité des risques liés aux possibles emballements de la machine climatique et, plus largement, de l'irréalité d'une « fonction de dommage » progressive et continue dans un monde où les changements peuvent avoir un caractère catastrophique et irréversible. L'absurdité de ce résultat reflète les vices rédhibitoires de l'approche de Nordhaus. Comme beaucoup d'économistes, il s'autorise à traduire en termes monétaires une multitude d'impacts sociaux, de souffrances et de dérèglements de tous ordres. Ce qui revient implicitement à considérer l'augmentation de la consommation marchande « *comme un baume guérissant toutes les souffrances*^[5] ». Rien de nouveau ici, c'est le principe même de l'analyse coûts-bénéfices largement utilisée depuis des décennies dans différents contextes. En 1991, dans un article souvent cité et critiqué, Lawrence Summers, alors économiste en chef à la Banque mondiale, justifiait ainsi sa recommandation que la Banque encourage le transfert des industries polluantes dans les pays en

développement : « *La mesure des coûts de santé liés à la pollution dépend des pertes économiques dues à un accroissement de la morbidité et de la mortalité. Un montant donné de pollution doit donc être fait là où les salaires sont les plus bas. Je pense que la logique économique qui sous-tend l'exportation des nuisances toxiques dans les pays à bas salaire est impeccable est que nous devons la prendre en compte*^[6]. » Dès lors que le bien-être social est vu comme la somme des consommations marchandes, il est logique d'évaluer le dommage créé par la pollution par les pertes économiques qui en résultent. Et il est rationnel d'infliger la pollution aux pauvres ! Le raisonnement est imparable, mais sa logique est démente.

Un autre Prix Nobel, Jean Tirole, s'est également intéressé à la lutte contre le changement climatique. Le cœur de son raisonnement est simple : partant du constat que toutes les molécules de CO₂ produisent le même dommage marginal quels que soient le lieu et l'activité génératrice de leur émission, il faut donner un prix unique mondial au carbone au moyen d'une taxe universelle ou, à défaut, à travers un marché de permis d'émission négociables^[7]. L'augmentation du prix payé par le consommateur est en effet, le plus souvent, un moyen efficace de réduire une consommation, et c'est notoirement le cas pour l'énergie. Le problème, comme on l'a vu avec les Gilets jaunes, c'est que ce levier d'action est inutilisable, parce qu'incompréhensible et socialement inacceptable, s'il ne s'inscrit pas dans une politique d'ensemble reposant sur une pluralité d'outils et accompagné de mesures sociales compensatrices. Les spécialistes de l'analyse des politiques publiques ont coutume de dire que les leviers d'action des pouvoirs publics se ramènent toujours à trois grandes catégories : les « carottes » (les incitations économiques, subventions et taxes), les « bâtons » (les normes et réglementations) et les « sermons » (la persuasion, mais aussi la formation, etc.) Les bonnes politiques sont celles qui mettent en œuvre de manière cohérente l'ensemble des leviers de manière à changer le contexte global (économique, mais aussi normatif et idéologique) dans lequel les gens prennent leurs décisions.

Tirole a le mérite de dire clairement que la lutte contre le changement climatique pourrait entraîner une baisse du PIB et du pouvoir d'achat : « *Il faut arrêter de mentir aux gens sur le climat, ça va coûter*^[8]. » Mais ce qu'il semble ne pas voir, c'est qu'un tel renoncement n'a de sens et ne peut être accepté que dans le contexte plus vaste d'une transformation du cadre de la rationalité collective.

Raison marchande et transition écologique

L'idée de rationalité n'est pas toujours clairement distinguée de celle de vérité. Il y a pourtant une différence essentielle entre les deux : la rationalité se rapporte implicitement à l'existence d'un cadre social. Quand nous disons de quelqu'un qu'il est « rationnel », nous voulons seulement dire que ses opinions et ses choix sont interprétables dans un cadre de buts, de valeurs et de jugements de fait qui nous semblent plausibles et moralement défendables^[9]. En d'autres termes, nous reconnaissons la valeur des buts qu'il poursuit et la cohérence interne de ses actes. Inversement, nous qualifions spontanément d'irrationnel un comportement dont nous ne percevons pas le cadre (ce qui veut simplement dire que ses buts et/ou la représentation de la réalité qui les sous-tend nous restent inaccessibles). Nous ne pourrions vivre en société sans être guidés par un ensemble de représentations, de motifs et de règles qui nous indiquent à chaque instant ce que nous devons considérer comme réel et ce qu'il est souhaitable et légitime de faire pour être perçus comme rationnels.

Dans les sociétés contemporaines, l'élément le plus prégnant du cadre de la rationalité sociale est l'ordre marchand – notion qui n'est pas un simple équivalent de « système capitaliste ». Ce n'est pas d'abord une structure de pouvoir mais une logique d'action liée à la concurrence marchande, une manière de raisonner et de formuler des préférences dans un monde dominé par l'argent. La vision marchande du monde fournit un cadre de rationalité performatif, résilient et flexible, capable de

rendre mutuellement compatibles une infinie diversité de libres décisions individuelles, dans n'importe quel contexte politique et culturel. Sa force procède de la structure dense et cohérente des chaînes d'objectifs et de contraintes qu'il produit, ceux-là même qui le critiquent restant pris comme les autres dans l'entrelacs serré de leurs intérêts financiers.

Il est trop évident que la « raison écologique », c'est-à-dire le cadre de rationalité qui tiendrait compte des irréversibilités, de la finitude du monde physique et des limites de la croissance, n'est pas soluble dans la rationalité marchande. Les signaux massifs et cohérents produits par le système ont beaucoup plus d'effet que les mesures ponctuelles visant à réorienter les comportements. Il en résulte que le souci du long terme est absent du contexte immédiat de la plupart de nos décisions. On nous suggère à chaque instant que l'argent peut tout acheter, mais presque rien n'est fait pour nous rappeler nos devoirs à l'égard de nos descendants et de la planète, et quelles conséquences pratiques nous devrions en tirer chaque fois que nous sommes confrontés à des choix économiques.

La « raison écologique » n'est pas soluble dans la rationalité marchande.

Il ne suffit pas de s'en prendre aux excès du consumérisme^[10] ou de la financiarisation : c'est la logique d'ensemble du système qui est en cause. Donner la priorité absolue aux enjeux écologiques oblige à mettre en cohérence les incitations économiques, la réglementation et les normes techniques, les systèmes d'information, les valeurs et visions de l'avenir portées par le discours politique.

Mais cela même ne suffira pas si de nouvelles perspectives mobilisatrices ne sont pas tracées et de nouvelles formes de vie et d'action rendues pensables et légitimes : des contraintes de grande ampleur ne sont acceptables qu'à la condition d'être perçues comme les conditions d'un avenir souhaitable. L'enjeu d'une transformation de l'imaginaire social est donc essentiel et la science économique ne peut s'exempter d'une réflexion critique sur la manière dont elle peut y contribuer.

Rompre avec trois postulats pour imaginer une société post-croissance

Transformer notre cadre de rationalité est une tâche immense, ce dont ne semblent pas s'aviser ceux qui parlent de décroissance comme si une telle évolution pouvait être spontanément désirée. Je ne m'intéresse ici qu'au prérequis épistémologique de ce changement, à savoir la déconstruction de la vision du monde véhiculée par la pensée économique dominante.

Les définitions classiques de la science économique contiennent toujours, d'une manière ou d'une autre, l'idée qu'elle traite de l'affectation de ressources rares à la production de biens et services utiles. Cela reste un point de départ valable pour définir l'économie dans un monde aux ressources limitées. D'ailleurs, l'un des sens du mot « économie » renvoie au verbe « économiser », utiliser avec parcimonie les ressources dont on dispose. Non seulement l'écologie assume cette manière de voir les choses, mais elle la radicalise. Le développement des méthodes de comptage du carbone et d'analyse du cycle de vie des produits est en la concrétisation.

Il y a cependant autre chose dans l'ADN de la science économique : le fait de s'intéresser principalement à des biens échangeables produits par l'activité humaine et destinés à être appropriés ou consommés par des individus mus uniquement par leur intérêt. On objectera sans doute qu'il existe d'importants courants critiques, que de grands noms de la discipline comme Amartya Sen ou Elinor Ostrom se sont émancipés du cadre de pensée standard et que même les économistes *mainstream* en connaissent les limites. Il n'en demeure pas moins que la théorie

enseignée dans les universités témoigne d'un effort constant pour réduire toutes les situations à des écarts par rapport à l'idéal du marché pur et parfait. L'objectif est toujours de les modéliser dans un cadre formel dérivé du modèle standard et d'étendre l'usage de notions telles que le bien-être économique (au sens réducteur de somme des satisfactions individuelles évaluées à travers la consommation), la productivité ou l'efficacité. Ce cadre, notons-le au passage, a facilité l'émancipation et la mathématisation de la discipline, avec d'évidents avantages pour la position sociale des économistes professionnels. Il est à peine exagéré de dire que la science économique a défini son domaine à partir des types de raisonnements et de calculs qui peuvent s'y déployer^[11]. Des individus qui maximisent des grandeurs quantifiables constituent un matériau propre à la modélisation.

Pour préciser ces critiques, considérons trois présupposés centraux qui limitent la pertinence de l'économie en tant que science sociale et qui deviennent encore plus indéfendables dans un contexte d'aggravation du problème écologique.

Le premier est la croyance dans l'existence d'une métrique permettant d'évaluer et de comparer les biens. Certains des textes fondateurs de la discipline sont éloquents sur ce point. Pour Malthus : « *Il est évident que nous ne pouvons aborder, sous le point de vue pratique, aucune discussion sur l'accroissement relatif de la richesse chez les différentes nations si nous n'avons aucun moyen quelconque, quelque imparfait qu'il soit, d'évaluer la somme de cet accroissement*^[12]. » Du point de vue théorique, André Orléan a bien montré la vanité des tentatives des siècles derniers pour fonder la discipline sur des réalités substantielles comme le travail ou l'utilité. L'objectivité de la valeur est purement sociale, c'est un effet second de l'invention de la monnaie, elle-même étant l'aboutissement d'un processus de polarisation mimétique au sein d'un espace marchand, d'une convergence nécessaire des désirs vers une « *définition unique de la liquidité*^[13] ». L'analyse d'Orléan reprend en la précisant une idée déjà formulée par Simmel : la notion de valeur économique a émergé d'un long processus d'itérations et de confrontations de multiples opérations d'évaluation : « *L'économie elle-même, et non seulement l'étude de l'économie, consiste en une abstraction à partir de la vaste réalité des processus de valorisation*^[14]. »

La prégnance de l'idée de valeur procède du fait que l'argent est convertible en une large gamme de biens sociaux. L'État moderne, en prélevant ses ressources sur les flux monétaires, n'y est pas pour rien. Aucun gouvernement ne peut ignorer que sa capacité d'action est directement indexée sur le PIB. Or, justement, la capacité de la richesse monétaire de résumer toutes les formes de puissance, de sécurité et de bien-être collectifs est de moins en moins évidente. Dans les pays riches, les indicateurs de bien-être social – espérance de vie, niveau d'éducation, taux d'incarcération, etc. – sont de moins en moins corrélés au PIB. Ce divorce est d'abord la conséquence de l'accroissement des inégalités et de l'évolution des conditions d'existence dans les sociétés postindustrielles. Mais ce qui défie le plus radicalement l'homogénéité du domaine économique, c'est la place que vont prendre à l'avenir les biens écosystémiques comme le climat, la biodiversité, la qualité de l'air et des eaux. Ces biens n'ont en effet aucune des caractéristiques d'une marchandise : ils sont non appropriables, non échangeables et ils ne peuvent être produits par le travail humain.

Le second postulat, c'est l'individualisme méthodologique, en vertu duquel chaque individu est supposé posséder une fonction de préférence qui ordonne de manière stable et rationnelle ses décisions économiques. Or nos désirs sont interdépendants. Ils sont puissamment influencés par les désirs d'autrui et, de ce point de vue, les professionnels du marketing et de la publicité en savent plus que les économistes. Le préjugé individualiste-utilitariste ignore aussi la logique du don, « *la triple obligation de donner, recevoir et rendre* » qui, comme le rappelle Alain Caillé^[15], imprègne l'ensemble des activités humaines. Ajoutons qu'il n'est pas difficile de repérer sous l'universalité du don l'impératif toujours actuel de stabiliser les rapports sociaux au moyen d'échanges inscrits dans

la durée^[16]. Par ailleurs, comme on l'a vu plus haut, les comportements économiques sont guidés par un ensemble de signaux et de normes. L'oubli de toutes ces dimensions a pour conséquence que les économistes tendent à privilégier les incitations économiques en oubliant que celles-ci agissent toujours en interaction avec d'autres modes de régulation des comportements, dans un cadre de rationalité qui les rend plus ou moins légitimes.

Dans le même ordre d'idées, une politique de transformation des préférences individuelles devra prendre en compte le fait que celles-ci peuvent être modifiées par les informations et les arguments échangés au cours des interactions sociales, ce qui peut se révéler décisif pour promouvoir des comportements écoresponsables et une gouvernance coopérative des communs. Dans le contexte d'une réflexion sur la justice sociale, Amartya Sen a ainsi souligné le fait que les points de vue exprimés sur le bien-être collectif et la légitimité de la redistribution sont liés aux conditions dans lesquelles les gens exercent leur jugement^[17]. La qualité du débat public est donc essentielle pour éduquer les aspirations et les projections individuelles. On peut illustrer cela par l'exemple d'une réunion de copropriété : le climat de convivialité, la confiance mutuelle et la qualité des échanges ont une influence décisive sur la capacité des copropriétaires à s'approprier le bien qu'ils ont à gérer en commun.

Le troisième postulat, étroitement lié aux deux précédents, c'est l'indépendance mutuelle de la production et de la répartition des biens. La question sociale se pose une fois que l'on a produit le maximum de richesse et le travail lui-même est considéré comme une « désutilité » dont la seule valeur réside dans ce qu'il produit. C'est ce qui sous-tend la conception libérale des politiques sociales, conçues comme des politiques de redistribution financière totalement dissociées de la régulation des rapports professionnels et du fonctionnement du marché du travail. Cette manière de voir les choses ignore, entre autres, les dimensions non utilitaires du travail. Or celles-ci vont prendre encore plus d'importance avec le développement de diverses formes d'« hybridation » de la logique marchande, notamment dans le cadre de l'économie collaborative. Ce que la théorie économique permet difficilement de penser, c'est l'imbrication croissante du monétaire et du non-monétaire, dans les entreprises comme dans les associations, avec une valorisation de ressources sociales non monétarisables (bénévolat et contributions volontaires, mobilisation des réseaux sociaux dans les échanges pair à pair, implication des utilisateurs dans la production des services, etc.) et, d'autre part, la production volontaire, dans un esprit citoyen, de bénéfices sociaux et environnementaux (écoconception des produits, modèles d'affaires fondés sur l'usage permettant de réduire les impacts environnementaux, etc.).

Il est devenu urgent d'imaginer ce que pourrait signifier le progrès social dans une société de post-croissance.

Il est devenu urgent d'imaginer ce que pourrait signifier le progrès social dans une société de post-croissance, c'est-à-dire une société qui organiserait la décroissance des flux énergétiques et matériels. L'une des rares certitudes que l'on puisse avoir, c'est qu'une telle société pourra de moins en moins compter sur la seule rationalité marchande pour assurer la coordination des activités humaines. D'une manière ou d'une autre, il faudra miser davantage sur la coopération volontaire, la délibération, la gouvernance démocratique des communs, la régulation institutionnalisée et la recherche de relations symbiotiques avec les autres et la nature. De quelle science économique aura-t-on besoin dans un tel contexte ? Avant tout d'un savoir transdisciplinaire, intégrant l'étude de l'économie monétaire dans une anthropologie des activités de production et d'échange, en étroite articulation avec l'écologie comme science des interdépendances.

¹⁶ - Bernard Perret, *Au-delà du marché. Les nouvelles voies de la démarchandisation*, Paris, Les Petits Matins, 2015.

^[12] - Voir dans ce numéro le texte de Franck Aggeri, p. 40.

^[13] - « Nobel » est souvent mis entre guillemets, pour souligner, d'une part, que ce prix n'est pas décerné par le comité Nobel mais par la Banque centrale de Suède et, d'autre part, sa faible légitimité aux yeux d'un certain nombre de chercheurs.

^[14] - « Le prix Nobel de Nordhaus n'est pas menacé : notre monde, lui, l'est », *Chroniques de l'anthropocène*, blog d'Alain Grandjean (alaingrandjean.fr), 4 septembre 2019.

^[15] - Antonin Pottier, *Comment les économistes réchauffent la planète*, Paris, Seuil, 2016, p. 77.

^[16] - Cité par Ernest R. House, "The limits of cost benefit evaluation", *Evaluation*, vol. 6, n° 1, janvier 2000, p. 79.

^[17] - Voir Hélène Gully, « Taxer le carbone, l'outil le plus efficace face au défi climatique selon Jean Tirole », *Les Échos*, 26 février 2017.

^[18] - « Pour le climat, il faudra accepter un PIB plus faible », entretien avec Jean Tirole, *L'Écho*, 27 février 2019.

^[19] - La notion d'« ordre légitime », chez Max Weber, cristallise un ensemble de pratiques sociales de telle manière que, pour ceux qui y participent, il existe une chance élevée que les choses se passent conformément à cette représentation. L'ordre légitime rend donc mutuellement prévisibles les comportements (Max Weber, *Économie et société*, t. I, *Les Catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995, p. 64 sq.).

^[101] - Pour Christian de Perthuis, l'une des principales contradictions d'un « capitalisme post-carbone » est la « persistance de la logique consumériste » (*Le Tic-tac de l'horloge climatique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2019, p. 293), mais il ne semble pas voir que celle-ci est inhérente à la logique d'ensemble du système marchand.

^[111] - Voir l'entretien avec Robert Boyer dans ce numéro, p 107.

^[112] - Cité par Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Aubier, 1999, p. 54.

^[113] - André Orléan, *L'Empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011, p. 179. Orléan montre pourquoi, dans un système de troc, les désirs des échangistes doivent finir par converger vers un bien supposé plus échangeable et « liquide » que les autres.

^[114] - Georg Simmel, *Philosophie de l'argent*, trad. par Sabine Cornille et Philippe Ivernel, Paris, Presses universitaires de France, 1987, p. 51.

^[115] - Alain Caillé, *Extensions du domaine du don. Demander, donner, recevoir, rendre*, Arles, Actes Sud, 2019.

^[116] - Voir Marcel Mauss, « Essai sur le don », dans *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2013, p. 278.

^[117] - « Une importance particulière doit être accordée au rôle de la discussion et des interactions publiques dans l'émergence de valeurs et d'engagements partagés », Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, trad. par Michel Bessières, Paris, Odile Jacob, 2000.

Bernard Perret

Bernard Perret est haut fonctionnaire ; il a longtemps travaillé pour l'INSEE, pour ensuite se tourner vers les questions écologiques et de développement durable au sein de différentes instances (dont le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie). Il est l'auteur de nombreux essais sur les politiques publiques, les liens entre économie et société, le développement durable (...)

· ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient



L'économie contre l'écologie ?

Après la croissance **L'obstacle financier** **Vers la transition**

Franck Aggeri
Robert Boyer
Bernard Perret

Nicolas Bouleau
Dominique Dron
Étienne Espagne
Gaël Giraud
Romain Svartzman

Mathilde Dupré
Jean-Maxence Granier
Lucile Schmid

Survivre à Auschwitz – Vivre avec Alzheimer
Le *Hirak* algérien – Le labeur, l'œuvre et les retraites
Iran – États-Unis : un jeu dangereux – *Pour Sama* : la femme à la caméra

Mars 2020 - N° 562

Le dossier, coordonné par Bernard Perret, regrette que la prise de conscience de la crise écologique ait si peu d'effet encore sur la science et les réalités économiques. C'est tout notre cadre de pensée qu'il faudrait remettre en chantier, si l'on veut que l'économie devienne soutenable. À lire aussi dans ce numéro : survivre à Auschwitz, vivre avec Alzheimer, le *Hirak* algérien, le jeu dangereux entre l'Iran et les États-Unis et un entretien avec les réalisateurs de *Pour Sama*.

